

TIRER PARTI DE LA TRANSITION TUNISIENNE : LE RÔLE D'UNE RÉFORME PROFONDÉMENT ANCRÉE

Marwan Muasher, Marc Pierini et Fadil Aliriza

À la suite d'une période sans précédent de recherche d'un consensus politique, la Tunisie et ses partenaires internationaux ont lancé un nouveau mécanisme de coordination pour encourager les investissements sur le long terme et faciliter la croissance du secteur privé. Cependant, pour que cet effort soit couronné de succès, une approche partant du bas pour aller vers le haut doit également être adoptée de manière à ce que soient abordés les défis urgents tels que le chômage des jeunes, la corruption, la gouvernance centralisée et le manque de confiance du public. Cela exigera la mise en place de réformes économiques et politiques de large portée capables de démocratiser l'accès au marché, d'impliquer les acteurs locaux et de répondre aux besoins de tout un chacun, particulièrement ceux des citoyens marginalisés dans les régions de l'intérieur.

Thèmes clés

- Bien que la Tunisie ait réalisé des progrès considérables sur la voie de la consolidation de sa démocratie, le consensus des partis politiques ne s'est pas traduit par une acceptation publique du processus de réforme.
- Des inégalités substantielles subsistent entre les citoyens, en fonction de leur lieu de résidence, de leur âge et de leur statut politique et social.
- La conférence internationale sur l'investissement de novembre 2016, Tunisie 2020, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de sécurisation du développement économique du pays sur le long terme, mais une application réelle de cette stratégie fait face à des obstacles majeurs sur le court terme.
- L'augmentation des dépenses pour la masse salariale publique et de la dette laisse peu de place à l'investissement dans le budget de la Tunisie.
- Une corruption et un népotisme généralisés, ainsi que des régimes douaniers et fiscaux prohibitifs font obstacles aux petites et moyennes entreprises et à la réalisation d'une prospérité partagée.
- De difficiles réformes, telles que la réduction de la masse salariale publique, pourraient exacerber les tensions politiques et sociales.
- Le type d'investissements réalisés et le niveau d'implication de la société civile seront des facteurs importants pour la création d'un ordre économique, politique et social résilient en Tunisie.

ABOUT THE AUTHORS

Marwan Muasher is vice president for studies at the Carnegie Endowment for International Peace.

Marc Pierini has been a visiting scholar at Carnegie Europe since September 2012.

Fadil Aliriza is Tunisia project manager at the Carnegie Endowment for International Peace.

Recommandations

- La Tunisie, avec un soutien international, doit :
 - Faire des réformes fiscales et douanières complètes une priorité pour ouvrir les marchés aux petites et moyennes entreprises locales et générer des débouchés d'emploi.
 - Lutter contre la corruption à tous les niveaux en obligeant les représentants officiels à déclarer leur patrimoine, en créant des mécanismes de suivi et de reddition de comptes transparents pour les secteurs de l'investissement, du développement et du commerce et en sévissant contre les flux illicites de capitaux.
 - Œuvrer pour la décentralisation de la gouvernance au niveau local en introduisant une proposition de loi électorale et en organisant des élections libres et justes.
 - Promouvoir l'investissement local dans les régions marginalisées de l'intérieur du pays.
- Les partenaires internationaux de la Tunisie doivent :
 - Réaffirmer un soutien fort envers le gouvernement et la société tunisienne tout entière sur la voie truffée d'embûches des réformes.
 - Apporter davantage de soutien financier et technique au développement démocratique et économique en Tunisie et se concentrer sur des projets dont les avantages pour la portée est vaste, tels que les infrastructures.
 - Rester sensibles à la question de conditionnalité et éviter une restructuration trop rapide ou drastique de l'économie, qui exacerberait les tensions sociales et risquerait d'endommager la transition fragile de la Tunisie.
 - Impliquer les acteurs locaux, la société civile et les médias dans la formulation de politiques de développement coordonnées pour qu'ils aient leur mot à dire dans la gouvernance et augmenter les chances de succès des réformes.

CONTACT

Tara Medeiros
Deputy Director of Communications
+1 202 294 3996
tmediros@ceip.org

CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

The Carnegie Endowment for International Peace is a unique global network of policy research centers in Russia, China, Europe, the Middle East, India, and the United States. Our mission, dating back more than a century, is to advance the cause of peace through analysis and development of fresh policy ideas and direct engagement and collaboration with decisionmakers in government, business, and civil society. Working together, our centers bring the inestimable benefit of multiple national viewpoints to bilateral, regional, and global issues.

© 2016 Carnegie Endowment for International Peace. All rights reserved.

The Carnegie Endowment does not take institutional positions on public policy issues; the views represented here are the author's own and do not necessarily reflect the views of Carnegie, its staff, or its trustees.

CarnegieEndowment.org

 [@CarnegieEndow](https://twitter.com/CarnegieEndow)

 facebook.com/CarnegieEndowment